

PRÉFET DE LA VENDEE

Direction régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
des Pays de la Loire

La Roche sur Yon, le 29 août 2011

Division territoriale des risques technologiques  
Unité territoriale de La Roche sur Yon

Vos réf. : MV n ° 2010/0558 – dossier n° 2010/0558

Affaire suivie par Dominique PHARISIEN  
dominique.pharisien@developpement-durable.gouv.fr  
Tél : 02.51.47.76.00 Fax : 02.51.47.76.10

## RAPPORT DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSEES

Charte de l'inspection des installations classées - Extrait]  
" L'inspection des installations classées exerce une mission de police environnementale  
auprès des établissements industriels et agricoles.  
Cette mission de service public, définie par la loi, vise à prévenir et à réduire les dangers  
et les nuisances liés à ces installations afin de protéger  
les personnes, l'environnement et la santé publique ".

**Objet :** GUY DAUPHIN ENVIRONNEMENT (GDE) à LA ROCHE SUR YON

**Mots-clés :** Centre de transit et de tri de Déchets Industriels Banals (DIB) et Dangereux (DID),  
traitement de Véhicules Hors d'Usage (VHU). Nouveau projet et demande d'agrément VHU.

La Société GDE a transmis le 30 juin 2010 à monsieur le préfet de la Vendée une demande d'autorisation concernant la création d'un centre de transit et de tri de Déchets Industriels Banals et Dangereux, comprenant également le traitement des Véhicules Hors d'Usage, rue Enzo Ferrari, Zone d'activités des Ajoncs, sur le territoire de la commune de LA ROCHE SUR YON.

### I – Présentation synthétique du dossier du demandeur

#### 1. Le demandeur

<b>Raison sociale</b>	GUY DAUPHIN ENVIRONNEMENT (GDE)
<b>Adresse</b>	Rue Enzo Ferrari, ZA des Ajoncs 85000 LA ROCHE SUR YON
<b>Siège social</b>	Route de Lorguichon – 14540 ROCQUENCOURT
<b>SIRET</b>	653 820 530 00018
<b>Activité</b>	Tri et transit de DIB et DID, traitement des VHU.

## 2. Le site d'implantation et ses caractéristiques

L'entreprise est implantée sur le territoire de la commune de la ROCHE SUR YON, rue Enzo Ferrari, ZA des Ajoncs.

Le site est délimité de la façon suivante :

- ➔ Au nord, au sud et à l'est, par l'aérodrome des Ajoncs et différentes industries (SOCOPA ENTREPRISE, CAVAC, SACER ATLANTIQUE, SOFRICA,...) ;
- ➔ A l'Ouest par des terrains agricoles.

Les habitations les plus proches sont situées :

- ➔ A 150 mètres à l'est, Noiron « Est » ;
- ➔ A 160 mètres à l'Est, La Chauvinière ;
- ➔ A 300 mètres au Sud-Ouest, Noiron « Ouest » ;
- ➔ A 400 mètres à l'Ouest, La Petite Vergne.



## 3. Les droits fonciers

Le site a une superficie totale de 12 315 m<sup>2</sup>, il est constitué des parcelles IM – n° 45 et 129, situées en zone Nord-Est. Le groupe GDE sera propriétaire du terrain à l'obtention de l'autorisation d'exploiter.

## 4. Le projet et ses caractéristiques

Les horaires de fonctionnement de l'établissement s'étaleront du lundi au vendredi entre 7 h 00 et 22 h 00, ponctuellement le samedi de 08h à 18h.

L'établissement procédera à la collecte, au tri, au stockage et à la valorisation de Déchets Industriels Banals (DIB) et Dangereux (DID), ainsi qu'au traitement des Véhicules Hors d'Usage (VHU) par déconstruction avant broyage en centre extérieur.

Ces déchets, collectés sur l'ensemble du département de la Vendée et des départements limitrophes, proviennent des industries locales, des commerces de petite, moyenne et grande distribution, des sociétés de services, des particuliers, des déchèteries privées, des collectivités locales et notamment des déchèteries publiques...

Ces activités comporteront les opérations suivantes :

- ➔ réception, tri et stockage des déchets ;
- ➔ mise en balles des papiers, cartons et plastiques ;
- ➔ stockage et traitement des Déchets d'Équipements Électriques et Électroniques (DEEE) hors groupes froids ;
- ➔ stockage et traitement (cisailage, découpage) des métaux ferreux et non ferreux ;
- ➔ stockage et traitement des Véhicules Hors d'Usage ;



- ➔ stockage, broyage et valorisation des déchets verts et bois ;
- ➔ valorisation des déchets minéraux.

La liste exhaustive des déchets admis au sein de l'établissement, ainsi que celle des déchets non admis, figure dans le projet d'arrêté préfectoral établi dans le cadre de la présente demande d'autorisation.

Les principaux équipements du site sont :

- un accès-aire d'attente de 280 m<sup>2</sup> pour véhicules lourds à l'entrée de l'installation ;
- une aire de parking de 250 m<sup>2</sup> pour véhicules légers (personnel et visiteur) ;
- une zone d'accueil comprenant un portail entrée/sortie, un système de télésurveillance, une aire d'attente pour camion, un pont-basculé doté d'un portique de détection de la radioactivité ;
- un bâtiment de 115 m<sup>2</sup> pour les bureaux, vestiaires, sanitaire et salle du personnel ;
- un hangar métallique de 1 400 m<sup>2</sup> pour le stockage et la protection contre le vol des métaux non ferreux avec un auvent abritant des cases DND ;
- un bâtiment de 225 m<sup>2</sup> pour le stockage et le démantèlement des DEEE ;
- la station de dépollution VHU située entre les stocks de VHU et le platin ;
- une aire de stockage extérieure de 1 400 m<sup>2</sup>, avec des cases créées par des cloisons amovibles. Cette zone est utilisée pour le stockage en vrac du platin, le stockage en cases de diverses qualités de ferrailles, le stockage des VHU avant traitement, le chalumage des grosses pièces de métal et le stockage des bennes métalliques vides.

Les installations projetées relèvent du régime de l'autorisation prévue à l'article L 512-1 du code de l'environnement, au titre des rubriques listées dans le tableau ci-dessous.

Rubrique	Désignation des activités	Grandeur caractéristique	Régime	Rayon d'affichage	Situation administrative*
2712	<b>Installation de stockage, dépollution, démontage, découpage ou broyage de véhicules hors d'usage</b> ou de différents moyens de transports hors d'usage, la surface étant supérieure à 50 m <sup>2</sup>	1 100 m <sup>2</sup>	A	1	d
2713.1	<b>Installation de transit, regroupement ou tri de métaux ou de déchets de métaux non dangereux</b> , d'alliage de métaux ou de déchets d'alliage de métaux non dangereux, à l'exclusion des activités et installations visées aux rubriques 2710, 2711 et 2712. La surface étant : 1. Supérieur ou égal à 1000 m <sup>2</sup>	10 000 m <sup>2</sup>	A	1	d
2714	<b>Installation de transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux de papiers/cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois</b> à l'exclusion des activités visées aux rubriques 2710 et 2711. Le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant : 1. Supérieur ou égal à 1000 m <sup>3</sup>	650 m <sup>3</sup> papier/cartons 650 m <sup>3</sup> bois 80 m <sup>3</sup> pneus	A	1	d
2716.1	<b>Installation de transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux non inerte</b> à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2713, 2714, 2715 et 2719. Le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant : 1. Supérieur ou égal à 1000 m <sup>3</sup>	1 150 m <sup>3</sup>	A	1	d
2718.1	<b>Installation de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux ou de déchets contenant les substances dangereuses ou préparations dangereuses</b> mentionnées à l'article R. 511-10 du code de l'environnement, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 1313, 2710, 2711, 2712, 2717 et 2719. 1. La quantité de déchets susceptible d'être présente dans l'installation étant : 1. Supérieure ou égale à 1 t	4 000 t batteries 40 t d'électrolytes de batteries 100 t autres	A	2	d
2791.1	<b>Installation de traitement de déchets non dangereux</b> à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2720, 2760, 2771, 2780, 2781 et 2782. La quantité de déchets traités étant : 1. La capacité de traitement étant : 1. Supérieure ou égale à 10 t/j	1 600 t/j	A	2	d
2711.2	<b>Transit, regroupement, tri, désassemblage, remise en état d'équipements électriques et électroniques mis au rebut.</b> Le volume susceptible d'être entreposé étant supérieur ou égal à 200 m <sup>3</sup> , mais inférieur à 1 000 m <sup>3</sup>	990 m <sup>3</sup>	D	/	d

\* Au vu des informations disponibles, la situation administrative des installations déjà exploitées ou dont l'exploitation est projetée est repérée de la façon suivante :

- a) Installations bénéficiant du régime de l'antériorité
  - b) Installations dont l'exploitation a déjà été autorisée
  - c) Installations exploitées sans l'autorisation requise
  - d) Installations non encore exploitées pour lesquelles l'autorisation est sollicitée
  - e) Installations dont l'exploitation a cessé
- La portée de la demande concerne les installations repérées (d).

## **5 . Prévention des risques accidentels**

### Définition des risques

Compte tenu des activités et des produits utilisés dans l'établissement, les risques identifiés dans l'étude de dangers sont :

- l'incendie ;
- la pollution des eaux et des sols ;

### Scénario

Différents scénarios relatifs à l'incendie ont été étudié et classé au niveau : stockage « vrac » d'un lot de déchets, métalliques contenant des VHU, des VHU, du stock de pneus, du stock de DND, au niveau du stock de DEEE.

Il en ressort l'absence de zone de danger hors des limites de l'établissement.

### Mesure de Maîtrise des Risques

Des consignes d'exploitation du site seront établies, comprenant les modes opératoires, les instructions de maintenance et de nettoyage, etc.. Ces consignes seront affichées dans les locaux administratifs ainsi que dans les ateliers.

L'ensemble du site sera clôturé et fermé à clef en dehors des heures d'ouverture, afin de prévenir les risques d'intrusion.

Il sera interdit de fumer sur l'ensemble du site, tout travail par point chaud fera l'objet d'un permis de feu spécifique.

La circulation et la vitesse des poids lourds et des engins de manutention sera réglementée et limitée à l'intérieur du site.

Des consignes relatives à la sécurité du site seront établies, comprenant les procédures d'alerte, les plans d'évacuation, les numéros d'urgence, etc.. Ces consignes seront affichées aux endroits appropriés.

Les installations électriques, le matériel d'extinction et de dépollution seront contrôlés régulièrement par des organismes agréés.

### Besoin en eau et ressources

En cas d'incendie, le besoin en eau a été estimé à 60 m<sup>3</sup>/h, soit pendant deux heures 120 m<sup>3</sup>/h.

Le dispositif de défense interne contre les incendies comprend :

- des extincteurs répartis en nombre suffisant ;
- le personnel est formé à la lutte contre les incendies, avec remise à niveau régulière de la formation ;
- le personnel est informé des procédures d'alerte et de secours, d'évacuation, ainsi que sur les procédures d'intervention en cas d'incendie.

Le dispositif de défense externe contre l'incendie comprend deux poteaux incendie : le premier à l'entrée du site d'un débit de 135 m<sup>3</sup>/h et pour le second à 100 m du site avec un débit de 125 m<sup>3</sup>/h (débit disponible en fonctionnement simultané).

## **6 . Prévention des risques chroniques et des nuisances**

### **6.1 Prévention des rejets atmosphériques**

Les rejets dans l'air seront :

- risque d'envol (cartons, papiers, plastiques, etc.) ;
- les émissions de gaz d'échappement des véhicules et engins de chantier ;

Afin de limiter les rejets atmosphériques précités, les mesures suivantes seront prises sur l'ensemble du site :

- les émissions de poussières des déchets banals seront maîtrisées grâce à un stockage en cases ou benne couvertes,
- l'ensemble du site fera l'objet d'un nettoyage régulier, afin de limiter les envols de poussières et de déchets ;



- ➔ tout brûlage à l'air libre est interdit ;
- ➔ les engins et équipements seront capotés ;
- ➔ les surfaces où cela est possible seront végétalisées ;
- ➔ les stocks et voiries seront arrosés lorsque les conditions climatiques entraîneront un fort envol de poussière.
- ➔ le personnel a pour consigne de couper les moteurs à l'arrêt ;

## **6.2 Protection des ressources en eaux et des milieux aquatiques**

### **Consommation et utilisation**

L'établissement sera alimenté en eau par le réseau public d'eau potable, la consommation annuelle est de l'ordre de 150 m<sup>3</sup>. Le circuit d'alimentation est équipé d'un dispositif de disconnexion.

Cette consommation se répartit de la façon suivante :

- ➔ eaux sanitaires (point eau, douches, toilettes) ;
- ➔ entretien courant des aménagements, équipements (arrosage ponctuel des pistes, des stocks de bois, lavage ponctuel des équipements).

De part son activité, la société n'est pas consommatrice d'eau.

Les eaux sanitaires ( 50 m<sup>3</sup>/an) seront collectées dans le réseau public eaux usées et traitées à la station d'épuration de Moulin Grimaud.

Concernant les eaux pluviales, les aires de circulation et de stockage sont entièrement stabilisées et imperméabilisées par du béton. Les eaux pluviales sont traitées et collectées par un système composé d'un volume tampon étanche et d'un débourbeur-déshuileur. Un obturateur automatique placé sur le débourbeur permet de stopper les rejets en cas de pollution aux hydrocarbures.

Les déchets dangereux solides seront entreposés dans un bâtiment spécifique et dans des contenants adaptés.

La dépollution des Véhicules Hors d'Usage sera effectuée sous abri et sur une dalle étanche reliée à un séparateur d'hydrocarbures.

Les batteries de véhicules seront stockées dans des conteneurs spécifiques et étanches.

Les métaux non ferreux souillés (tournures, etc.) seront stockés sous abri et sur dalle étanche.

Des mesures de préservation des écoulements seront mises en place : les constructions seront réalisées sur remblais drainant, toutes les aires de travail et de stockage seront stabilisées et imperméabilisées, une pente sur la dalle béton permettra la collecte des ruissellements et pour tamponner les eaux pluviales une partie dalle béton sera mise en forme de cuvette afin de pouvoir garantir une rétention minimum (170 m<sup>2</sup>).

Une autorisation de rejet concernant les eaux pluviales et les eaux usées devra être conclue avec la ville.

## **6.3 Production et gestion des déchets**

La gestion (tri, stockage, suivi ...) et les filières d'élimination présentées par l'exploitant des déchets industriels banals (plastiques, cartons, bois,...) et des déchets industriels dangereux (fluides récupérés sur les VHU, boues des débourbeurs/séparateurs, huiles de vidanges...) sont satisfaisantes.

L'étude d'impact indique que l'établissement disposera d'un équipement de détection de radioactivité (portique).

## **6.4 Prévention des nuisances**

### **bruit**

L'étude d'impact indique que les activités du site susceptibles de générer des nuisances sonores seront :

- ➔ L'activité des grues ;
- ➔ La manipulation des métaux ;
- ➔ L'activité de la presse-cisaille et du broyeur à bois
- ➔ Le transit des véhicules à l'intérieur du site.

Afin de limiter les nuisances sonores, l'étude d'impact indique que les mesures suivantes seront prises sur le site :

- ➔ Un écran béton de 4 m de hauteur en limite Nord ;
- ➔ Un merlon de terre enherbé de 5 m de hauteur en limite Est ;
- ➔ Un merlon de terre enherbé de 5 m de hauteur aménagé sur la ZI par la Ville dans le prolongement du merlon Est ;
- ➔ Le bâtiment en bardage simple peau.

L'inspection prescrira dans son projet d'arrêt qu'une campagne de mesures des niveaux sonores de l'établissement sera réalisée dans les 3 mois après la mise en service des différentes installations.

#### Trafic routier

L'accès à l'établissement se fera par la RD 160.

Le trafic routier journalier engendré par l'établissement sera au maximum de 53 rotations par jour pour les poids lourds.

L'étude d'impact indique que le trafic routier généré par l'établissement représentera une augmentation de 0.5% de la circulation générale et 6 % du trafic poids lourds.

L'étude d'impact indique que des consignes seront mises en place pour réglementer la circulation sur l'installation (vitesse maximum de 20 km/h, l'état des voiries sera contrôlé,...).

#### Aspect paysager

L'étude d'impact prévoit les mesures suivantes afin de limiter l'impact visuel :

- ➔ Maintien maximum de la trame bocagère en place ;
- ➔ Maintien de 2 300 m<sup>2</sup> en espaces verts ;
- ➔ Création d'un merlon de 5 m ;
- ➔ limitation de la hauteur des piles de véhicules à 3 m.

### **6.5. Évaluation des risques sanitaires**

L'étude d'impact indique que les éléments pouvant porter atteinte à la santé humaine sont :

- ➔ Les émissions de poussières et gaz d'échappement ;
- ➔ Les rejets aqueux des voiries susceptibles de contenir des traces d'hydrocarbures et d'éléments métalliques ;
- ➔ Les nuisances sonores liées à la circulation des véhicules et aux opérations de dépotage et de chargement.

Cette étude indique que la pollution atmosphérique induite par les émissions de poussières n'a pas d'impact sur les populations avoisinantes, compte tenu de leur faible niveau d'émissions dans l'atmosphère.

Vis-à-vis des risques de pollution des eaux, l'étude d'impact indique que des mesures de stockage seront appliquées (mise sur rétention étanche, stockages sur des aires stabilisées et imperméabilisées reliées à dispositif de traitement des eaux, dispositif de confinement des eaux d'incendie ou de pollution mis en place de bassin de rétention et vanne manuelle).

Concernant les niveaux sonores, l'étude d'impact indique qu'une étude de bruit, réalisée le 26 février 2010, fait apparaître des niveaux sonores, dans les zones à émergence réglementée, non-conformes aux prescriptions de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées. L'exploitant s'engage à mettre en place des mesures (merlon de 5 m. de haut et écran de 4 m. de haut) afin de limiter les émissions sonores du site et à respecter les valeurs réglementaires au niveau de ces émissions.

### **7. La notice d'hygiène et de sécurité du personnel**

L'étude d'impact ne définit pas de règles supplémentaires particulières vis à vis de la protection de l'environnement.

### **8. Les conditions de remise en état**

En cas de cessation d'activité, l'étude d'impact indique que la société GDE s'engage à effectuer une surveillance rigoureuse des conditions d'évolution du site après son arrêt. Les mesures suivantes seront prises dans le cadre de la remise en état du site :



- ➔ Tous les produits dangereux ainsi que tous les déchets seront triés, valorisés ou évacués vers des installations dûment autorisées ;
- ➔ Les cuves et récipients ayant contenu des produits susceptibles de polluer les eaux seront vidés, nettoyés, dégazés et le cas échéant décontaminés. Ensuite ils seront enlevés pour être valorisés vers des installations dûment autorisées ;
- ➔ Après l'évacuation de l'ensemble de ces produits des prélèvements de sols seront effectués afin de vérifier l'absence de pollution.
- ➔ Mise en sécurité du site (débranchement de toutes les lignes électriques, coupure du réseau d'alimentation en eau).

L'exploitant indique également qu'il envisage pour son site, en cas de cessation d'activité, un usage futur à vocation industrielle.

## II – La consultation et l'enquête publique

### 1. Les avis des services

- ➔ La DRAC n'a pas émis d'avis ;
- ➔ L'Agence Régionale de Santé a émis un avis favorable sous réserve que l'absence d'impact sonore soit confirmée par des mesures sonométriques une fois les installations mises en services ;
- ➔ la DDTM :
  - ➔ service Urbanisme n'a pas émis d'observation ;
  - ➔ service eau, risques et nature : au titre du contrôle et de la police de l'assainissement avis favorable ;
  - ➔ service eau, risques et nature : au titre de la nature et de la biodiversité : le dossier est incomplet, il manque l'évaluation des incidences ; *(voir partie III analyse de l'inspection)*.
  - ➔ service eau, risques et nature : au titre de la prise en compte des risques naturels et technologiques avis favorable toutefois concernant le risque sismique, il est recommandé qu'une étude de reconnaissance des sols soit effectuée. *(voir partie III analyse de l'inspection)*.
- ➔ Le SDIS a émis un avis favorable sous réserve que le projet présenté devra être réalisé conformément aux plans et descriptifs fournis ;
- ➔ La DIRECCTE n'a pas émis d'observation particulières.

### 2. L'avis environnemental

L'autorité environnementale a été saisie par courrier reçu le 30 novembre 2010. A l'issue du délai de deux mois, l'autorité n'a pas émis d'avis. Ce dernier est donc réputé favorable.

### 3. Les avis des conseils municipaux

- ➔ Le 20/04/2011 le conseil municipal de LA ROCHE SUR YON émet un avis favorable au projet avec les réserves suivantes :
  - Modifier les éléments du dossier relatifs à son permis de construire, au SDAGE, au SAGE et au délégataire du service de l'eau potable ;
  - Apporter des explications concernant les incohérences des volumes de stockage sur sa parcelle et indiquer les véritables volumes qui seront réalisés, s'engager à respecter et à réaliser les travaux conformément à ses engagements ;
  - Modifier son plan réseaux humides, et le mettre en cohérence avec le réseau des eaux usées de la ville ;
  - Respecter l'ensemble des conclusions de l'étude de bruit et réaliser l'ensemble des éléments de protection du voisinage vis à vis de cette nouvelle activité à savoir : l'écran de protection de 4 m de haut avec la CAVAC en limite Nord, un merlon de 5 m de haut en limite Sud sur la parcelle. Le merlon de 5 m de haut sur la parcelle communale sera réalisé en continuité de celui de la parcelle privée, avec une prise en charge et réalisation partagée entre GDE et la ville ;
  - Tenir les services municipaux régulièrement informés de tout dysfonctionnement qui pourrait survenir sur son site des Ajoncs ;
  - Solliciter une autorisation et convention de rejet concernant les eaux pluviales et les eaux usées avec la Ville, La Roche sur Yon Agglomération et Véolia Eau.

→ Le 21/04/2011 le conseil municipal de LA FERRIERE émet un avis favorable.

#### **4. Avis du CHSCT**

Néant

#### **5. L'enquête publique**

Le projet a fait l'objet d'une enquête publique par arrêté préfectoral n°11-DRCTAJ/1-166 du 11 avril 2011 au 13 mai 2011

Aucune observation sur le registre concernant ce projet n'a été relevée lors de l'enquête publique. Cependant le commissaire-enquêteur a reçu 12 personnes dont 4 ont transmis un courrier, soit individuel ou aux noms de plusieurs personnes.

Le contenu de ces courriers est très proche :

##### le bruit :

- plusieurs pétitions ont été faites sur le site GDE impasse Ricardo. Les riverains s'étonnent qu'il ne soit pas fait mention de ces pétitions dans le dossier.
- concernant le merlon qui sera mis en place, les riverains estiment que cela n'évitera pas le bruit.
- ce bruit important trouble les animaux dans la croissance, la fécondité et rend les animaux plus vulnérables.

##### Eaux : usées et pluviales :

- l'aménagement du bassin d'orage de la zone est prévue en 3 phases.
- Se pose la question sur l'efficacité des bassins dégraisseurs et débourbeurs

##### Contestation du choix du site :

- les riverains s'interrogent sur le choix du site : zone agro-alimentaire , à moins de 200 m des habitations ;

##### Impossibilité pour la CAVAC (voisin de GDE) de s'étendre :

- impossibilité pour la CAVAC de s'étendre,
- zone « propre » pour les projets agro-alimentaires.

#### **6. Le mémoire en réponse du demandeur**

Par un mémoire en réponse daté du 30/05/2011, il a été répondu par l'exploitant :

##### Bruit :

Les activités du futur site GDE de la Zone des Ajoncs seront effectuées de 7h00 à 22h00.

Aucune manipulation de ferrailles et aucun départ de camions ne seront effectués en dehors de ces horaires. Concernant le site actuel (Impasse Ricardo), aucune plainte récente n'est à déplorer, toutes les campagnes de mesures acoustiques effectuées confirment que nous respectons la réglementation sur les nuisances sonores. Sur ce site, depuis plusieurs années, aucune activité ne débute avant 7 h du matin.

Une étude prévisionnelle acoustique, versée dans son intégralité au dossier de demande d'autorisation, permet d'anticiper l'impact sonore généré par notre future installation. Il apparaît en conclusion que les aménagements prévus permettront de respecter les émergences admises par la réglementation.

Nous rappelons ici que ce projet consiste à déménager une activité existante, implantée dans une zone d'activité à typologie commerciale (Centre Leclerc), vers une zone d'activités à typologie industrielle (Centrale à béton, centrale à enrobé, dépôt pétrolier, abattoir, etc.....).

La collectivité a choisi de consacrer ce secteur de LA ROCHE SUR YON aux industriels. Nous respectons ce principe d'aménagement en ayant réalisé ce dossier de demande d'autorisation.

##### Eaux usées et pluviales :

Les eaux usées seront traitées par la station d'épuration de la ville grâce à un raccordement idoine.

Nous ne générerons pas d'eaux de process.

Les eaux pluviales, ruisselant sur nos aires bétonnées, seront tamponnées dans un bassin de 332 m<sup>3</sup> et traitées par un débourbeur-déshuileur construit par une société faisant référence dans le métier (Société A'quia de Bayeux – Contact : M. Giffard, téléphone 02 31 92 02 00).

Le dimensionnement de ces ouvrages permettra de traiter une pluie décennale conformément à l'Instruction technique consacrée. Il convient de préciser que le débourbeur-déshuileur est équipé d'un obturateur automatique qui, en cas d'incident ou d'évènement pluvieux exceptionnel, conserve dans l'appareil les hydrocarbures lessivés sur la dalle. Nous considérons, conformément à l'Arrêté ministériel du 2 février 1998, que les 20 premières minutes permettent de « nettoyer » les surfaces. Le système prévu est suffisamment dimensionné car il permettra de stocker et traiter le volume généré par 6 heures de pluie.



Conformément aux instructions de la ville, afin de limiter les volumes ruisselant en aval et donc d'éviter les inondations, notre débit de rejet au réseau public des eaux pluviales sera limité à 10 l/s/ha.

#### Contestation du choix du site :

Les signataires estiment que le secteur de la Zone des Ajoncs dévolu au projet devrait être consacré aux activités connexes à l'élevage et à l'agroalimentaire.

Renseignements pris auprès de la collectivité et notamment auprès de M. RAINEAU, Responsable Urbanisme de la Ville, il s'avère que les parcelles du projet sont aptes à accueillir tout type d'activité dont un centre de tri et de traitement de déchets.

M. LUCAS, adjoint au Maire de LA ROCHE SUR YON, rencontré le 30 mai 2011 dans les locaux d'ORYON nous a indiqué qu'un courrier de M. le Maire sera très prochainement adressé à M. le Commissaire-enquêteur afin de soutenir cette implantation.

Pour la quiétude des riverains, il a également été affirmé par M. LUCAS que le merlon à édifier en limite de zone d'activités sera entièrement supporté financièrement par la collectivité contrairement aux premières dispositions de la délibération du Conseil municipal en date du 20 avril 2011. Une nouvelle délibération sera donc prise prochainement pour entériner cela. Bien entendu, le merlon de la future parcelle G.D.E sera quant à lui supporté financièrement par nos soins.

#### Impossibilité pour la CAVAC de s'étendre :

La délibération du Conseil municipal en date du 16 décembre 2009 et le courrier de M. le Maire en date du 25 janvier 2010 (documents en annexe 1 du dossier de demande d'autorisation) entérinent la future vente du terrain à G.D.E et apportent le soutien plein et entier de la collectivité à ce déménagement.

Lors de notre réunion avec les représentants de la Ville le 30 mai 2011, M. LUCAS, adjoint au Maire, et M. COULAIS, Directeur d'ORYON nous ont indiqué qu'ils ont pris contact avec les entreprises voisines du projet et qu'ils effectueront à leur intention une présentation complète de notre future installation.

Ce qui se rapporte, dans les observations du public, aux questions d'aménagement du territoire dépasse le cadre de nos compétences.

#### **7. Les conclusions du commissaire enquêteur**

Au vu des différents éléments du dossier et des compléments apportés par l'exploitant, le commissaire enquêteur émet un avis favorable au projet de la société GUY DAUPHIN ENVIRONNEMENT.

### **III – Analyse de l'inspection des installations classées**

#### **1. Situation des installations déjà exploitées**

Sans objet

#### **2. Inventaire des principaux textes en vigueur applicables aux installations objet de la demande**

Date	Texte
10/04/1974	Circulaire du 10 avril 1974 relative aux dépôts et activités de récupération de déchets de métaux ferreux et non ferreux
05/01/1995	Circulaire DPPR n°95-007 du 05 janvier 1995 relative aux centres de tri de déchets ménagers pré-triés et de déchets industriels et commerciaux assimilés aux déchets ménagers.
23/01/1997	Arrêté du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement.
02/02/1998	Arrêté du 2 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation.
22/02/2005	Circulaire n°2005-18 UHC/QC2 du 22 février 2005 relative à l'élimination des déchets d'amiante lié à des matériaux inertes.
15/03/2005	Arrêté ministériel du 15 mars 2005 relatif aux agréments des exploitants des installations de stockage, de dépollution, de démontage, de découpage ou de broyage des véhicules hors d'usage.
24/12/2010	Circulaire relative aux modalités d'application des décrets n° 2009-1341, 2010-368 et 2010-875 modifiant la nomenclature des installations classées exerçant une activité de traitement de déchets.

#### **3. Agrément pour la destruction des Véhicules Hors d'usage**

##### **3.1. Objet de la demande**

La société GUY DAUPHIN ENVIRONNEMENT désire obtenir l'agrément en vue d'effectuer le stockage, la dépollution et le démontage de véhicules hors d'usage, conformément à l'article R.543-162 du code de l'environnement, en parallèle de sa demande d'autorisation pour son établissement de LA ROCHE SUR YON.



Conformément aux articles R.515-37 et R.515-38 du code de l'environnement, cet agrément doit être délivré en même temps que l'autorisation préfectorale.

Le dossier de demande présenté par la société GUY DAUPHIN ENVIRONNEMENT comporte l'ensemble des éléments mentionnés à l'article 1 de l'arrêté ministériel du 15 mars 2005 relatif aux agréments des exploitants des installations de traitement des véhicules hors d'usage, à savoir :

- ➔ La présentation de l'exploitant, sa raison sociale, sa forme juridique, son siège social ainsi que la qualité du signataire de la demande ;
- ➔ L'engagement du demandeur de respecter les obligations du cahier des charges mentionné à l'article 3 de l'arrêté précité et les moyens mis en œuvre à cette fin.

### **3.2. Aménagements prévus**

Le dossier de demande d'autorisation indique que des aménagements sont prévus sur le site afin que celui-ci soit conforme aux prescriptions de l'article 2 de l'arrêté du 15 mars 2005 susvisé. Ces aménagements portent sur les points suivants :

- ➔ Les emplacements affectés au démontage et à l'entreposage des moteurs, des pièces susceptibles de contenir des fluides, des pièces métalliques enduites de graisses, des huiles, produits pétroliers, produits chimiques divers sont revêtus de surfaces imperméables avec dispositif de rétention. Les pièces graisseuses sont entreposées dans des lieux couverts ;
- ➔ Les emplacements utilisés pour le dépôt des véhicules hors d'usage sont aménagés de façon à empêcher toute pénétration dans le sol des différents liquides que ces véhicules peuvent contenir ;
- ➔ Les batteries, les filtres et les condensateurs contenant des polychlorobiphényles (PCB) et des polychloroterphényles (PCT) sont entreposés dans des conteneurs appropriés ;
- ➔ Les fluides extraits des véhicules hors d'usage (carburants, huiles de carters, huiles de boîtes de vitesse, huiles de transmission, huiles hydrauliques, liquides de refroidissement, antigel et de freins, acides de batteries, fluides de circuits d'air conditionné et tout autre fluide contenu dans les véhicules hors d'usage) sont entreposés dans des réservoirs appropriés dans des lieux dotés d'un dispositif de rétention. Les huiles usagées, le carburant, les acides de batteries, les fluides de circuits d'air conditionné et les autres fluides sont entreposés dans des réservoirs appropriés ;
- ➔ Les pneumatiques usagés sont entreposés dans des conditions propres à prévenir le risque d'incendie ;
- ➔ Les eaux issues des emplacements affectés au démontage des moteurs et pièces détachées, mentionnés ci-dessus, y compris les eaux de pluie ou les liquides issus de déversements accidentels, sont récupérés et traités avant leur rejet dans le milieu naturel, notamment par passage dans un décanteur-déshuileur ou tout autre dispositif d'effet équivalent. Le traitement réalisé doit assurer que le rejet des eaux dans le milieu naturel n'entraînera pas de dégradation de celui-ci.

### **4. Analyse des questions apparues au cours de la procédure et des principaux enjeux identifiés en termes de prévention des risques accidentels et chroniques et des nuisances**

Toutes les remarques provenant des courriers transmis au commissaire-enquêteur lors de l'enquête publique ont été levées.

#### **Réponse à la demande d'évaluation des incidences :**

le projet se situe dans une zone d'activité industrielle existante, il n'est pas à proximité d'une zone de protection environnementale (natura 2000, ZNIEFF type I) et compte tenu de l'absence de rejet aqueux significatif (eaux traitées sur le site), de l'absence de rejet gazeux significatifs, l'inspection considère comme recevable les arguments de l'exploitant à la page 65 de son étude d'impact pour ne pas continuer plus loin les investigations sur l'étude d'incidence.

#### **Réponse à la demande de réalisation d'une étude de reconnaissance des sols:**

Toutes les ICPE soumises à autorisation sont à respecter les dispositions prévues pour les bâtiments, équipements et installations de la catégorie dite "à risque normal" par les arrêtés pris en application de l'article R. 563-5 du code de l'environnement (soit l'arrêté du 22/10/2010). Seules les ICPE soumises à l'arrêté du 10 mai 2000 (SEVESO) doivent réaliser l'étude demandée par les articles 12 à 15 de l'arrêté du 4 octobre 2010. Le présent dossier n'étant pas soumis à l'arrêté du 10 mai 2000 seuls des rappels relatifs à l'arrêté du 22 octobre 2010 pourront être réalisés.



#### **IV – Propositions de l'inspection des installations classées**

Sur la base du dossier de demande d'autorisation et du projet de prescriptions joint au présent rapport, l'inspection des installations classées formule un avis favorable à cette demande d'autorisation :

⇒ Une étude de bruit sera réalisée dans un délai de trois mois à compter de la mise en service de l'installation, afin d'appréhender les niveaux sonores engendrés par les activités de l'établissement.

Cette précision est reprise dans le projet d'arrêté préfectoral d'autorisation.

#### **V – Conclusions**

L'inspection des installations classées émet un avis favorable à la demande d'autorisation présentée par la société GUY DAUPHIN ENVIRONNEMENT et propose à Monsieur le préfet de la Vendée de soumettre ce dossier à l'avis des membres du CODERST de la Vendée.

Un projet d'arrêté préfectoral d'autorisation validant l'agrément au titre du décret du 21 septembre 1977 est annexé au présent rapport.

**L'inspecteur des installations classées**

  
**Dominique PHARISIEN**

**Le chef de subdivision,  
inspecteur des installations classées**

  
**Alain BOQUET**

**Le chef de l'unité territoriale  
de La Roche sur Yon**

  
**Michel ROSE**

